

F. 83 — 771 (83-375)

16 FEVRIER 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. — Errata

Moniteur belge n° 40 du 26 février 1983 :

— à la page 2698, lire dans le texte néerlandais de l'article 9, cinquième ligne, entre les mots « *betrekking* » et « *beschikking* » le mot « *ter* » au lieu de « *der* » ;

— à la page 2699, lire dans le texte néerlandais de l'article 16, troisième ligne, « *art. 120* » au lieu de « *art. 20* » ;

— à la page 2700, intercaler dans le texte néerlandais de l'article 22, 2ème alinéa, 8° le mot « *met* » entre les mots « *overeenstemt* » et « *het* ».

N. 83 — 771 (83-375)

16 FEBRUARI 1983. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 40 van 26 februari 1983 :

— op blz. 2698 leze men in de Nederlandse tekst van artikel 9, vijfde regel, tussen de woorden « *betrekking* » en « *beschikking* » het woord « *ter* » i.p.v. « *der* » ;

— op blz. 2699 leze men in de Nederlandse tekst van artikel 16, derde regel, « *art. 120* » i.p.v. « *art. 20* » ;

— op blz. 2700 wordt in de Nederlandse tekst van artikel 22, tweede lid, 8° het woord « *met* » ingevoegd tussen de woorden « *overeenstemt* » en « *het* ».

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 772

30 MARS 1983. — Décret sur l'organisation des établissements de soins dans la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française, a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Pour l'application du présent décret, sont considérés comme établissements de soins, les institutions destinées à l'hébergement de personnes nécessitant la dispensation de soins.

**Art. 2. § 1er.** L'Exécutif détermine, après avis du Conseil visé à l'article 3, les normes complémentaires, à la législation organique, de programmation et d'agrément des établissements de soins en fonction des spécificités de la Communauté française. Le non-respect de ces critères et normes complémentaires peut entraîner un refus ou retrait d'agrément ou la fermeture de l'établissement.

§ 2. Il fixe, après avis du Conseil visé à l'article 3, les modalités de fermeture d'établissements de soins, en tout ou en partie, pour le non-respect des normes d'agrément spécifiques.

**Art. 3.** Il est créé un Conseil communautaire des établissements de soins, ci-après dénommé le Conseil.

**Art. 4. § 1er.** Le Conseil a pour missions, outre celles mentionnées par ailleurs dans le présent décret :

1. De faire à l'Exécutif, à sa demande ou d'initiative, toute proposition ou recommandation qu'il juge nécessaire en matière d'organisation et de développement des établissements de soins ;

2. En ce qui concerne les hôpitaux et les établissements y assimilés en vertu de l'article 1er, § 2, 3°, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, ci-après dénommée « la loi » :

a) De donner à l'Exécutif, à sa demande ou d'initiative, un avis concernant les priorités dont il y a lieu de tenir compte pour l'application des critères visés aux §§ 1er et 2 de l'article 6 de la loi ;

b) D'apprécier si la réalisation de toutes initiatives en matière de construction, d'extension, de reconversion ou de remplacement ou de modification de la destination des hôpitaux ou des services hospitaliers s'insère dans le cadre du programme hospitalier et de donner à ce sujet un avis à l'Exécutif ;

c) De donner à l'Exécutif son avis avant toute décision d'autorisation d'installation d'un appareillage médical lourd ;

d) De donner à l'Exécutif son avis sur toute demande d'agrément ou de prorogation d'agrément d'un service organisé dans un hôpital, ou préalablement à toute décision de retrait d'agrément.

L'avis du Conseil est également requis avant toute décision de maintien de l'agrément lorsqu'il est constaté que les normes spéciales visées à l'article 2, § 2, 2°, de la loi ne sont plus respectées ;

e) De donner à l'Exécutif son avis préalablement à toute décision ordonnant la fermeture d'un hôpital ou d'un service qui ne répond pas aux normes visées à l'article 2, de la loi et aux dispositions de l'article 2 du présent décret ;

3. En ce qui concerne les maisons de repos pour personnes âgées ainsi que les hôpitaux ou parties d'hôpitaux qui y sont assimilés en vertu de l'article 5, de la loi du 27 juin 1978, telle que modifiée ultérieurement :

De donner à l'Exécutif son avis sur toute demande d'agrément spécial pour la dispensation d'un ensemble de soins ;

§ 2. Le Conseil remplit toute autre mission qui pourrait lui être confiée par l'Exécutif.

**Art. 5.** Toute décision prise par l'Exécutif dans le cadre du présent décret doit être motivée lorsqu'elle rejette une demande ou ordonne une fermeture, ou lorsqu'elle s'écarte de l'avis du Conseil. Elle doit en outre fixer le délai dans lequel l'établissement concerné doit répondre aux conditions imposées.

**Art. 6.** Le Conseil est composé d'un président, de 24 membres effectifs et de 24 membres suppléants choisis soit parce qu'ils sont particulièrement familiarisés avec les missions du Conseil, soit parce qu'ils participent étroitement :

- a) à la gestion administrative des établissements de soins ;
- b) aux activités médicales des établissements de soins ;
- c) aux activités infirmières des établissements de soins ;
- d) aux activités des organismes d'assurance dans le cadre de la législation sur l'Assurance-maladie-invalidité.

Le Président et les membres du Conseil dont trois vice-présidents sont nommés pour un terme de 6 ans par l'Exécutif, sur proposition du ministre de la Communauté française, qui a la politique de santé dans ses attributions.

(1) Session 1982-1983.

Documents du Conseil. — N° 75, n° 1. — Projet de décret. — N° 75, n° 2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 mars 1983.

**Art. 7.** Pour remplir sa mission, le Conseil peut constituer des groupes de travail chargés de lui faire rapport sur les différentes matières relevant de ses compétences.

Il peut faire appel à des experts.

**Art. 8. § 1er.** I est constitué au sein du Conseil un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux. Le bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

§ 2. Le bureau se compose du président et des trois vice-présidents.

§ 3. Le secrétariat du Conseil et de son bureau est organisé par l'Exécutif.

**Art. 9.** L'Exécutif fixe les règles de fonctionnement du Conseil et détermine les délais dans lesquels, il est tenu d'émettre ses avis.

**Art. 10.** Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation à l'Exécutif.

**Art. 11.** Avant le 31 mars de chaque année, le Conseil adresse à l'Exécutif un rapport sur ses activités au cours de l'année civile écoulée.

**Art. 12.** Sur proposition du ministre de la Communauté française, qui a la politique de santé dans ses attributions, l'Exécutif désigne parmi les membres du Conseil ceux qui seront appelés à faire partie du Conseil national des établissements hospitaliers.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 1983.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 772

30 MAART 1983. — Decreet betreffende de Organisatie van Verzorgingsinstellingen in de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet worden als verzorgingsinstellingen beschouwd, de inrichtingen die zijn bestemd om personen te herbergen die medisch moeten worden behandeld.

**Art. 2. § 1.** Na advies van de Raad, bedoeld bij artikel 3, stelt de Executieve de aanvullingsnormen vast van de organieke wetgeving, van de programmering en van de aantrekkelijkheid van de verzorgingsinstellingen in functie van het specifiek-zijn van de Franse Gemeenschap. De niet-eerbiediging van deze criteria en aanvullingsnormen kan een weigering of een afschaffing van de aantrekkelijkheid of de sluiting ten gevolge hebben.

§ 2. Na advies van de Raad, bedoeld bij artikel 3, stelt hij de sluitingsmodaliteiten van de verzorgingsinstellingen vast, geheel of gedeeltelijk, wegens de niet-eerbiediging van de specifieke aantrekkelijkheidsnormen.

**Art. 3.** Er wordt een Gemeenschapsraad van de verzorgingsinstellingen opgericht, hierna de Raad genaamd.

**Art. 4. § 1.** De Raad heeft als opdracht behalve deze die bovendien wordt vermeld bij dit decreet :

1. Van aan de Executieve, hetzij op zijn verzoek of hetzij uit eigen initiatief, alle voorstellen of aanbevelingen te doen die hij noodzakelijk acht inzake de organisatie en de uitbreiding van de verzorgingsinstellingen;

2. Voor wat betreft de hospitalen en de hiermee gelijkgestelde instellingen, krachtens het artikel 1, § 2, 3, van de wet van 23 december 1963, betreffende de hospitalen, hierna « de wet » genaamd :

a) Van aan de Executieve, hetzij op zijn verzoek of hetzij uit eigen initiatief advies te verlenen betreffende de voorrang waarmede dient rekening te worden gehouden voor de toepassing van de criteria bedoeld bij §§ 1 en 2 van het artikel 6 van de wet;

b) Van te beoordelen of de verwezenlijking van elk initiatief inzake de bouw, de uitbreiding, de omschakeling of de vervanging of de verwijzing van de bestemming van de hospitalen of van de ziekenhuisdiensten kan worden uitgevoerd in het kader van het ziekenhuisprogramma en van hieromtrent aan de Executieve advies te verlenen;

c) Van aan de Executieve advies te verlenen voor elke beslissing van toestemming om de plaatsing van een medisch zware apparaat;

d) Van aan de Executieve advies te verlenen nopens elk verzoek van aantrekkelijkheid of van verlenging van aantrekkelijkheid van een georganiseerde dienst in een hospitaal, of voor elke beslissing van afschaffing van de aantrekkelijkheid.

Het advies van de Raad wordt eveneens vereist voor elke beslissing van handhaving van de aantrekkelijkheid wanneer wordt vastgesteld dat de bijzondere normen bedoeld bij artikel 2, § 2, 2, van de wet niet meer worden geëerbiedigd;

e) Van aan de Executieve advies te verlenen voor elke beslissing tot uitsluiting van een hospitaal of van een dienst die niet aan de normen beantwoordt bedoeld bij artikel 2 van de wet en aan de bepalingen van artikel 2 van dit decreet;

3. Voor wat betreft de rusthuizen voor bejaarde personen evenals de hospitalen of gedeelten van hospitalen die hiermee zijn gelijkgesteld krachtens het artikel 5 van wet van 27 juni 1978 zoals het later werd gewijzigd.

Van aan de Executieve advies te verlenen nopens elk verzoek van bijzondere aantrekkelijkheid voor de vrijstelling van een geheel van verzorgingen;

§ 2. De Raad volbrengt elke andere opdracht die hem door de Executieve zou kunnen worden toevertrouwd.

**Art. 5.** Elke door de Executieve genomen beslissing in het kader van dit decreet moet worden gemotiveerd wanneer zij een verzoek verwerpt of zij een uitsluiting oplegt, of wanneer zij zich verwijderd van het advies van de Raad. Daarenboven moet zij de termijn vaststellen binnen dewelke de betrokken instelling aan de vereiste voorwaarden moet voldoen.

(1) Zitting 1982-1983.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 75, nr. 1. — Ontwerp van decreet. — Nr. 75, nr. 2. Verslag. Integraal overzicht. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 maart 1983.

**Art. 6.** De Raad wordt samengesteld uit een voorzitter, 24 effectieve en 24 plaatsvervangende leden verkozen, hetzij omdat zij inzonderd vertrouwd zijn met de opdrachten van de Raad, hetzij omdat zij nauw verbonden zijn :

- a) met het administratief beleid van de verzorgingsinstellingen;
- b) met de medische activiteiten van de verzorgingsinstellingen;
- c) met de verpleegsactiviteiten van de verzorgingsinstellingen;
- d) met de activiteiten van de verzekeringslichamen in het kader van de wetgeving op de verzekering-ziekte-invaliditeit.

De Voorzitter en de leden van de Raad waarvan drie vice-voorzitters worden voor een termijn van 6 jaar, door de Executieve benoemd, op voordracht van de minister van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort.

**Art. 7.** Om zijn opdracht uit te voeren mag de Raad werkgroepen samenstellen belast met verslag uit te brengen over de diverse materies, die tot zijn bevoegdheid behoren.

Hij mag een beroep doen op deskundigen.

**Art. 8. § 1.** In de Raad wordt een bureau samengesteld belast met de organisatie en met de coördinatie van de werken. Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor en waakt over de overbrenging van de voorstellen of door de Raad aangenomen adviezen.

§ 2. Het bureau wordt samengesteld uit de voorzitter en drie vice-voorzitters.

§ 3. Het secretariaat van de Raad en van zijn bureau wordt door de Executieve georganiseerd.

**Art. 9.** De Executieve stelt de werkingsreglementen van de Raad vast en bepaalt de tijd binnen dewelke hij verplicht is advies uit te brengen.

**Art. 10.** De Raad stelt zijn reglement van inwendige tucht op en legt het ter goedkeuring aan de Executieve voor.

**Art. 11.** Vóór 31 maart van elk jaar richt de Raad een verslag tot de Executieve, betreffende zijn activiteiten tijdens het afgelopen kalenderjaar.

**Art. 12.** Op voordracht van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, wijst de Executieve onder de leden van de Raad diegenen aan die zullen geroepen worden om deel uit te maken van de Nationale Raad voor ziekenhuisinstellingen.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 1983.

De Minister-Voorzitter, belast met de Culturele Zaken,  
en de Buitenlandse betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en Onderwijs,

R. URBAIN

## REGION WALLONNE

F. 83 — 773

### 24 MARS 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les modalités d'octroi d'avances remboursables à la Société nationale du Logement à charge du budget de la Région Wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 38;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'avis du 18 mars 1983 de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'urgence;

Considérant que la Société nationale du Logement et les sociétés agréées par celle-ci doivent être mises, sans délai, en mesure d'assurer leur objet par la disposition des crédits inscrits en leur faveur au budget régional;

Considérant que tout retard dans la libération de ces crédits entraînerait un report de la mise en location de logements sociaux et le non-paiement de certains entrepreneurs;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Arrête :

**Article 1er.** Dans la limite des crédits inscrits au budget de la Région wallonne, le Ministre qui a le Logement dans ses attributions, peut octroyer à la Société nationale du Logement, les avances remboursables destinées à la construction, à la réhabilitation ou au parachèvement de logements, de locaux d'équipements collectifs et d'immeubles administratifs.

**Art. 2.** L'avance accordée couvre les honoraires des architectes et ingénieurs, l'acquisition du terrain, la construction, la réhabilitation ou le parachèvement des bâtiments et tous les

frais généralement quelconques s'y rapportant. Elle comprend également une majoration forfaitaire de 0,45 p.c., représentant la subvention destinée à l'Institut national du Logement et qui sera versée à cet organisme par la Société nationale du Logement.

**Art. 3.** L'arrêté d'octroi précise les modalités de liquidation par tranches de l'avance; le solde sera liquidé sur base d'une déclaration de créance appuyée des états d'avancement des travaux.

**Art. 4.** La Société nationale du Logement rembourse en 66 annuités constantes, calculées au taux d'intérêt de 2,5 p.c., les sommes accordées à charge du budget de la Région wallonne.

Ce remboursement prend cours le 1er janvier de la deuxième année qui suit celle du paiement de chaque avance.

**Art. 5.** A partir du paiement de chaque tranche, et jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, la Société nationale du Logement est redevable à la Région wallonne d'un intérêt de 2,5 p.c. l'an, calculé sur le montant liquidé et payable le 31 décembre de chacune de ces deux années.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 24 mars 1983.

**Art. 7.** Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 1983.

Le Ministre de la Région wallonne  
pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE.